

ASSEMBLÉE NATIONALE  
3 novembre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Rejeté

AMENDEMENT N ° II-CF2119

présenté par

M. Wauquiez, M. Berger, Mme Dalloz, M. Juvin, M. Ray, M. Jean-Pierre Vigier, M. Liger, M. Barnier, M. Bazin, Mme Bazin-Malgras, Mme Blin, Mme Sylvie Bonnet, Mme Bonnivard, M. Bony, M. Boucard, M. Bourgeaux, M. Breton, M. Brigand, M. Fabrice Brun, M. Ceccoli, M. Cordier, Mme Corneloup, Mme de Maistre, M. Descoeur, Mme Dezarnaud, M. Dive, M. Di Filippo, Mme Duby-Muller, M. Gosselin, Mme Gruet, M. Herbillon, M. Hetzel, M. Lepers, M. Liégeon, Mme Alexandra Martin, Mme Frédérique Meunier, Mme Minard, M. Nury, M. Pauget, Mme Petex, M. Portier, M. Rolland, Mme Tabarot, M. Taite, M. Thiériot et M. Vermorel-Marques

ARTICLE 49

ETAT B

Mission « Travail, emploi et administration des ministères sociaux »

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

| (en euros)                                                            |             |            |
|-----------------------------------------------------------------------|-------------|------------|
| Programmes                                                            | +           | -          |
| Accès et retour à l'emploi                                            | 0           | 0          |
| Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi | 0           | 13 848 947 |
| Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail    | 0           | 0          |
| Soutien des ministères sociaux                                        | 0           | 0          |
| TOTAUX                                                                | 0           | 13 848 947 |
| SOLDE                                                                 | -13 848 947 |            |

## EXPOSÉ SOMMAIRE

**Cet amendement du groupe Droite Républicaine vise à baisser la subvention attribuée à l'Afpa à son niveau de 2021.**

Malgré une dégradation continue de nos comptes publics, les financements aux opérateurs et agences de l'Etat ont connu une hausse importante ces dernières années. Entre 2021 et 2025, le financement public total apporté aux opérateurs de l'Etat a augmenté de près de 12Md€.

Dans un contexte budgétaire contraint, nous proposons le financement de plusieurs opérateurs et agences soit, pour 2026, plafonné au niveau 2021. C'est le sens du présent amendement pour l'agence nationale pour la formation professionnelle des adultes (Afpa).

Le présent amendement propose ainsi de retirer 13 848 947 euros en AE et en CP au programme 103 "Accompagnement des mutations économies et développement de l'emploi". Cette baisse est imputée (13 848 947 euros en AE et en CP) à l'action 02 "Formation professionnelle des demandeurs d'emploi".